

Résumés

Heinrich August Winkler

La classe inutile. Sur la politique du «Troisième Reich» vis-à-vis des classes moyennes

La politique des classes moyennes du «Troisième Reich» peut être structurée en trois phases. Pendant la période allant de la prise du pouvoir par les national-socialistes à l'été 1933, il sembla *tout d'abord* que les idéologues des classes moyennes au sein de la NSDAP arrivaient largement à faire prévaloir leurs idées. L'ordre économique à structure corporative, tel qu'il était visé par ces forces, échoua cependant en raison de la résistance que lui opposèrent la grande industrie et la bureaucratie. O. W. Wagener, l'un des principaux idéologues des corporations, fut privé de ses pouvoirs au cours de l'été 1933; les actions de boycott dirigées contre les grands magasins et les coopératives de consommateurs furent interdites par la direction du parti. C'est ainsi que débuta une *deuxième* phase dans la politique national-socialiste des classes moyennes. Cette phase s'étendit jusqu'en septembre 1936, période pendant laquelle une certaine zone de ménagement fut encore accordée à l'artisanat et au petit commerce. Mais les «réalisations» que purent enregistrer les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'industrie au cours de ces années ne furent pas provoquées, la plupart du temps, par la pression exercée par un groupement quelconque des classes moyennes dans le parti; elles étaient dues aux alliés des national-socialistes, originaires de l'élite traditionnellement au pouvoir. L'armée encouragea l'introduction des corporations obligatoires de l'artisanat pour des raisons relevant de l'économie de l'armement. L'artisanat doit le «Große Befähigungsnachweis», l'examen obligatoire de maîtrise, au ministre de l'Economie du Reich, Schacht, qui voulait bloquer de cette façon la politisation de la formation professionnelle visée par Robert Ley, le leader du Front ouvrier allemand. C'est avec la proclamation du «plan quadriennal», en septembre 1936, que commença la *troisième* et dernière phase de la politique national-socialiste des classes moyennes: la petite industrie et le petit commerce perdirent toujours plus d'importance en raison de la priorité accordée à l'économie de guerre.

Les conflits qui se déroulèrent entre Schacht et Ley montrent bien comment l'appui que l'artisanat et le petit commerce trouvaient dans le «parti» était faible. Lorsque leurs exigences n'étaient pas défendues par des participants plus importants au pouvoir, elles n'avaient aucune chance de succès. Pour Hitler, la petite et moyenne entreprise représentait de toutes façons une quantité négligeable. Et même lorsque Himmler déclara que l'artisanat avait un grand avenir dans le nouvel «espace vital» en Europe de l'Est, il était hors de doute que les petits métiers ne semblaient guère présenter d'intérêt pour l'économie de

guerre et qu'ils devraient donc en bonne partie continuer à se reconverter pour offrir leur travail à l'armement. La couche sociale qui, à côté des paysans, avait le plus contribué aux succès électoraux de la NSDAP avant 1933, dû donc payer cher ses illusions.

Claus-Dieter Krohn / Dirk Stegmann

Les petits métiers et le national-socialisme dans une région agraire où prédominaient les classes moyennes. L'exemple de Lüneburg 1930–1939

Les études axées sur l'histoire sociale, et tout particulièrement sur les couches sociales, qui, partant des thèses de Geiger (1932), soulignent l'affinité existant entre les petits métiers et le national-socialisme n'ont guère dépassé en général le stade des hypothèses généralisatrices. C'est pourquoi la présente étude (basée sur des sources non imprimées provenant d'archives publiques et privées) se concentre sur une région agraire bien délimitée, où prédominaient les classes moyennes, dans la partie nord-est de la province prusse de Hanovre, la circonscription de Lüneburg, au cours des années 1930–1939. Elle analyse la situation économique et sociale de l'artisanat et des petits métiers au cours de la crise qui suivit l'année 1929 en mettant en évidence le fait que la radicalisation politique allant jusqu'à la NSDAP ne s'y fit sentir que relativement tard – à l'encontre de ce qui se passa dans d'autres régions comparables. Ceci découla de son infrastructure économique relativement équilibrée et des relations spécifiques existant entre l'artisanat, le commerce, l'agriculture et la petite industrie. La nazification des classes moyennes proprement dites ne débuta qu'après 1933. Elle fut d'une part favorisée par la politique protectionniste appliquée vis-à-vis des classes moyennes par le régime national-socialiste, appuyée en outre par un cours parallèle d'uniformisation personnelle entre le parti et les organisations des petits métiers dans la province (Gau) d'Hannovre Est. D'autre part, l'antisémitisme et un anticapitalisme latent jouèrent un grand rôle dans l'intégration, notamment des petits industriels et commerçants n'ayant pas été directement repris dans la hiérarchie du système de domination national-socialiste lors de la répartition des fonctions. Malgré une incertitude partielle due à la politique forcée de réarmement après 1936, l'identification de cette classe avec le système se maintint jusqu'au début de la guerre.

Dörte Winkler

Travail féminin contre idéologie féminine. Les problèmes de l'activité professionnelle féminine en Allemagne 1930–1945

Depuis qu'il existait une activité féminine en-dehors du cadre familial, donc depuis le début de l'industrialisation, le travail féminin dans les usines, les magasins et les bureaux se heurta à une forte résistance. Les ouvriers, les employés et les fonctionnaires rejetaient tous de la même manière le travail féminin dès qu'il menaçait de devenir une concurrence. Cependant le travail des femmes, et même des épouses, prit toujours plus d'ampleur étant donné que les chefs d'entreprise, de façon générale, ne voulaient plus se passer de la main-d'œuvre féminine. Les bas salaires féminins jouaient ici un rôle tout autant que les besoins croissants en main-d'œuvre dans les secteurs secondaire et tertiaire. Ce furent ces impératifs économiques, ainsi que l'appât au gain des chefs d'entreprise, qui firent qu'après la prise du pouvoir par les national-socialistes le travail féminin – comme cela avait été le cas pendant

les années de crise de 1929 à 1933 et malgré toutes les revendications et promesses contraires – ne fut pas éliminé. La surchauffe de la conjoncture dans l'armement au cours du »Troisième Reich« a même eu pour effet de faire sensiblement augmenter le nombre absolu des femmes au travail jusqu'en automne 1939. Mais ni les salaires, ni les chances de promotion professionnelle et sociale ne s'améliorèrent pour les femmes – par rapport aux hommes. La guerre ne changea rien à ce phénomène. Le service obligatoire général ne fut pas introduit de toute la guerre pour les femmes bien que le commandement de la Wehrmacht, certaines parties de la bureaucratie et quelques dirigeants du parti ne cessent de le réclamer. Les plans allant dans ce sens échouèrent toujours, en fin de compte, en raison de l'opposition de Hitler qui, pour des raisons fondamentalement idéologiques, refusait tout travail obligatoire des femmes. Mais, d'autre part, l'appareil économique était obligé, pendant la guerre encore plus qu'avant, de faire appel aux millions de femmes qui travaillaient déjà. C'est ainsi qu'en pratique il en résulta un traitement privilégié des femmes non actives dans les classes supérieures et moyennes alors que les femmes du monde ouvrier, qui étaient déjà obligées avant 1939 d'ajouter leur salaire à celui de leur mari, se virent octroyer un surcroît de travail. Il ne peut donc être question d'affirmer que le national-socialisme ait réalisé une »communauté populaire« égalitaire ou ait même seulement donné à de larges couches de la population le sentiment que c'était là sérieusement son objectif.

Michael H. Kater

Le mouvement de la jeunesse bourgeoise et les Jeunesses Hitlériennes dans l'Allemagne de 1926 à 1939

L'historiographie du mouvement des jeunesses allemandes pendant la République de Weimar ainsi que celle des Jeunesses Hitlériennes allant jusqu'au Troisième Reich est caractérisée jusqu'à aujourd'hui par des interprétations tendancieuses. Elle est soit pour les mouvements de jeunesse et contre les Jeunesses Hitlériennes ou vice-versa, étant donné que, pour différentes raisons, l'on a évité jusqu'à maintenant de considérer ces deux phénomènes comme faisant partie d'un tout. L'auteur, se basant sur un matériel dont il fut très peu tiré parti jusqu'à présent, s'efforce de démontrer que la jeunesse dite bourgeoise (« Jeunesses confédérées») des années vingt et du début des années trente peut être considérée, tout au moins sur le plan idéologique, comme le précurseur des »jeunesses étatiques« national-socialistes. Lorsque l'on compare ces deux formations, telles qu'elles se présentaient encore avant la prise du pouvoir par Hitler, il s'avère que les Jeunesses Confédérées étaient caractérisées par des éléments qui marquaient également, bien que d'une façon renforcée, les Jeunesses Hitlériennes: un nationalisme extrême, l'antiparlementarisme, une xénophobie allant jusqu'au rassisme, une mentalité nationaliste et ses corrélatifs. A l'inverse de l'opinion défendue jusqu'à présent, l'auteur en arrive provisoirement à la constatation que les Confédérés avaient un penchant dangereux pour tout ce qui était totalitaire et fascistoïde. S'ils ne se sont pas entièrement ralliés au national-socialisme avant 1933, et en particulier aux Jeunesses Hitlériennes, cela fut dû principalement à leur élitisme spécifique qui s'opposait aux gestes apparemment démocratiques d'Adolf Hitler et de sa NSDAP. En outre, les groupes confédérés désiraient sauvegarder leur indépendance institutionnelle par rapport aux Jeunesses Hitlériennes, ce qui prouve une forte tendance individualiste instinctive.

A ce besoin de se mettre en valeur succéda, après la prise du pouvoir par Hitler, la disposition fondamentale à s'adapter à la nouvelle situation, disposition motivée tant par une véritable conviction que par un opportunisme prononcé. L'auteur approfondit ces deux questions de façon plus poussée que cela n'a été fait jusqu'à présent et en arrive à la conclusion que la «résistance politique» si souvent citée des anciens Confédérés dans les Jeunesses Hitlériennes n'a jamais existé, ou alors doit être mise en question pour des raisons éthiques dans la mesure où l'arrière-plan formé par la politique sociale impliquée dans leurs motifs se révèle, à bien y voir, être basé sur la structure sociale.

La conclusion étudie les relations réciproques des Jeunesses Confédérées et du national-socialisme/Jeunesses Hitlériennes du point de vue d'une intégration possible. L'auteur en arrive à l'hypothèse qu'il était structurellement possible au national-socialisme d'intégrer la jeunesse bourgeoise par la voie des Jeunesses Hitlériennes, et ce dans un processus «présentant aussi bien les aspects de la contrainte que ceux de l'auto-uniformisation». Par contre, l'auteur n'est pas encore en mesure de répondre, les sources étant relativement insuffisantes, à la question de savoir si cette «intégration» s'est faite en outre en fonction de critères sociaux. Le résumé concluant cette étude se réfère à la fonction d'intégration idéologique du national-socialisme par la voie des Jeunesses Hitlériennes: «La fusion institutionnelle des Jeunesses Hitlériennes et de la jeunesse bourgeoise, telle qu'elle s'est réalisée entre 1933 et 1939, représenta la conséquence logique d'un état d'âme basé sur un idéal commun, motivé d'une part par les dispositions conservatrices de la bourgeoisie de l'ère wilhelmienne dans l'avancée du fascisme proprement dit et d'autre part par l'attitude pseudo-révolutionnaire, hostile à toute civilisation et anti-rationaliste des débuts du national-socialisme».

Christoph Kleßmann

La situation juridique et sociale des Polonais de la Ruhr pendant le Troisième Reich

Partant d'une esquisse de la situation caractérisant la République de Weimar, cet essai retrace les modifications et continuités découlant pour les Polonais de la Ruhr de leur situation juridique et sociale après 1933. Il s'avère que les droits garantis par Hitler à la minorité polonaise pour la sauvegarde de ses traditions culturelles (langue, associations, manifestations religieuses etc.) ont sans cette été remis en question par les instances de la base du parti et de l'Etat si bien que le groupement de défense des intérêts polonais, le «Bund der Polen in Deutschland» se trouva pris dans un conflit tenace avec les autorités allemandes. Bien que les Polonais de la Ruhr, qui formaient une diaspora minoritaire, ne soient pas directement touchés par les luttes politiques portant sur la frontière germano-polonaise, leur situation continua de dépendre de la constellation dans la politique extérieure. Ce qui se révéla très clairement au début de la guerre en 1939 lorsque la plupart des présidents des associations furent arrêtés, inculpés d'être des «chefs de file» et envoyés dans des camps de concentration. La persécution national-socialiste accéléra grandement le processus d'assimilation. Mais de nouvelles organisations polonaises se reformèrent dans la Ruhr dès 1945.

Karl Teppe

La politique sociale du Troisième Reich vue sous l'angle de l'assurance sociale

Les questions découlant du contexte des assurances sociales représentèrent, au cours de la phase finale de la République de Weimar, l'un des points cruciaux des conflits soulevés par la politique intérieure et jouèrent également un rôle important dans l'implantation du régime national-socialiste. D'une part, la politique financière et économique y jouait un rôle; d'autre part, la question de la prévoyance vieillesse, faisant partie du cadre élargi des efforts faits pour appliquer un nouvel ordre social, revêtait une importance politique fondamentale. Les lois conçues et imposées par les fonctionnaires des différents ministères du Reich et qui devaient servir à baser l'assurance sociale sur un socle solide tant sur le plan financier que sur celui de l'organisation, étaient pourtant dérivées de la structure traditionnelle de l'assurance sociale. Par contre, certaines forces puissantes de la NSDAP, et en particulier de la DAF, voulaient éliminer l'assurance sociale au profit d'un système de prévoyance mêlé de nombreuses réserves politiques. Bien que ces plans aient échoué par suite aux contradictions et oppositions internes du régime national-socialiste, le système de la sauvegarde sociale fut quand même fortement régi par les opportunités politiques du régime. Ceci est bien mis en lumière par le maintien jusqu'en 1941 et 1942 d'une grande partie des amputations introduites par les décrets-lois de Brüning (1931) et de Papen (1932) et par la pratique d'octroi des rentes, qui était au total tout à fait restrictive. Le blocage des rentes représentait un élément du dirigisme dans la consommation et se trouvait en liaison avec d'autres objectifs plus vastes voulant épuiser le pouvoir d'achat des masses et englober les retraités dans la mobilisation du potentiel de main-d'œuvre. Ceci est également valable pour les mesures sélectives prises dans la politique familiale et sanitaire, qui, prises isolément, semblent représenter un progrès, mais dont l'encouragement était dû, en premier lieu, aux priorités supérieures accordées à l'armement et à l'économie militaire.

Hans-Erich Volkmann

Le programme économique extérieur de la NSDAP 1930-1933

Les historiens économiques, de quelque provenance scientifique qu'ils soient, ont constaté unanimement dans leur analyse de la politique économique national-socialiste le manque d'un programme économique rendu obligatoire. Lit-on simplement le programme officiel, conçu au début des années 20 et resté inchangé jusqu'en 1945, on ne peut qu'approuver cette thèse. Et pourtant, les phénomènes économiques du Troisième Reich se basaient sur une maxime supérieure, très précisément définie, résumée dans la formule « autarcie au sein de la grande zone économique ». Cette formule fut définie entre 1930 et 1933; elle représentait une symbiose entre les idées paneuropéennes, les conceptions d'une union douanière et les prétentions d'hégémonie et forma entre 1933 et 1945 le leitmotiv économique de l'Allemagne national-socialiste. Cette théorie dite de la grande zone devait offrir une alternative au principe du libre-échange axé sur l'économie mondiale dont le bon fonctionnement, de l'avis d'économistes, de politiciens et d'industriels renommés, s'était révélé extrêmement incertain pendant la crise économique.

Les plans visant l'édification d'une grande zone autarcique en Europe centrale, fondée sur

des motifs économiques, ne recouvraient pas seulement les idées d'expansion territoriale d'Hitler. Ils les dépassaient encore de loin puisqu'ils voulaient regrouper dans un bloc économique du centre de l'Europe la Scandinavie, les Etats neutres de l'Europe occidentale, la péninsule ibérique et l'Italie. En fin de compte, ni les prétentions d'Hitler à l'hégémonie, ni la grande zone économique autarcique ne pouvaient être réalisées par des moyens pacifiques. Les national-socialistes, une fois au pouvoir, se montrèrent décidés à risquer le conflit armé. Après 1933, l'économie de marché se transforma en une économie dite militaire qui, selon la définition national-socialiste, «avait pour mission de préparer l'économie globale en temps de paix pour la guerre totale».

Dirk Stegmann

Personnalisation démodée ou analyse socio-économique du fascisme?
Une réponse à la critique de H. A. Turner relative à mes thèses portant sur les relations entre le national-socialisme et la grande industrie avant 1933

Cet exposé poursuit une controverse scientifique qui débuta en 1973 dans «Archiv für Sozialgeschichte», qui se poursuivit la même année au cours d'une réunion internationale d'historiens à Bochum et qui fut approfondie en 1975 et 1976 dans des essais et des livres. Cette controverse porte essentiellement sur la question de savoir sous quelle forme spécifique la grande industrie allemande (et ici en particulier l'industrie lourde) a réagi à la poussée de la NSDAP, qui devint un parti de masses pendant la crise économique mondiale, et si, et dans l'affirmative dans quelle mesure, elle a appuyé directement ou indirectement le processus de ce que l'on appela la prise du pouvoir. La portée et les résultats concrets de bases de recherche personalistes ou de celles essayant de décrire les mentalités collectives révélées par les actions politiques des gros industriels sur l'arrière-plan des processus du changement social et économique font ici l'objet d'une discussion partant de constatations empiriques: l'attitude de la grande industrie vis-à-vis du programme économique de la NSDAP, le changement programmatique du parti notamment en 1932 (naissance et fonction du groupe Keppler, refoulement de Feder et perte d'influence de l'aile de Strasser dans la NSDAP) et enfin l'arrière-plan politique des événements qui provoquèrent le 30 janvier 1933.

Gerhard Beier

Documentation

Projets de lois visant à éliminer le Front Ouvrier Allemand en 1938

Les projets de loi du ministère du travail du Reich (RAM) et de la Chambre Economique du Reich (RWK) datant des six premiers mois de 1938 sont documentés par des textes provenant des dossiers de la chancellerie du Reich et de la succession partielle du Dr Johannes Krohn se trouvant dans les Archives fédérales de Coblenche. L'arrière-plan est formé par les initiatives prises par le Front Ouvrier Allemand (DAF), sous la direction de Robert Ley, exigeant des compétences et des droits élargis en raison du manque croissant de main-d'œuvre. Hjalmar Schacht estima que ces initiatives menaçaient la stabilité monétaire; Hermann Göring craignait que l'armement tel qu'il était prévu par le plan quadriennal ne

soit entravé; les chefs d'entreprise s'opposaient à ce qu'ils appelaient une «poussée des salaires» et le ministère du Travail du Reich y vit enfin une possibilité de prendre des mesures contre Robert Ley. C'est dans cette constellation, encore encouragée par Rudolf Hess et Martin Bormann, que naquirent les projets de loi du RAM et de la RWK qui visaient à faire perdre toute influence au Front ouvrier et à mettre en place un système dit «d'auto-gestion» devant clairement renforcer l'influence de l'Etat national-socialiste et du patronat vis-à-vis du DAF. Bien qu'une partie seulement de ces projets ait pris force de loi par suite aux ordonnances d'Hermann Göring, Robert Ley fut obligé de retirer ses plans ambitieux et même de renoncer à toute prise d'influence sur la politique économique et sociale. L'œuvre envisagée d'un «renouveau social» perdit à partir de l'été 1938 de plus en plus de poids par rapport aux ambitions d'Hitler dans la politique extérieure et disparut dans les dossiers de la Chancellerie du Reich quelques semaines après le commencement de la guerre.

Friedhelm Boll

Spontanéité de la base et fonction politique de la grève 1914-1918.
L'exemple de Brunswick

C'est dans l'optique d'une étude comparée d'histoire locale portant sur «Les mouvements de masses 1917-1920 dans la région qui est aujourd'hui la Basse-Saxe» que seront présentées ici quelques réflexions portant sur le cadre d'interprétation et leur application à l'exemple donné par le mouvement de grèves à Brunswick. Un premier stade résume les conclusions des recherches faites jusqu'à présent en ce qui concerne le mouvement révolutionnaire local et l'évolution de l'USPD et les étudiera dans le but de déceler les conditions centrales qui ont été nécessaires à la constitution d'un mouvement de masses fort et donc d'une USPD forte. Les zones de concentration industrielle peuvent être ici considérées comme une condition indispensable, mais complétée souvent par d'autres facteurs décisifs pour la radicalité du mouvement: presse du parti, tradition du parti, rôle de la personnalité (ainsi que le prouve S. Miller). Ces critères, dans un deuxième stade, sont classés systématiquement et reçoivent une base théorique à l'aide d'une hypothèse d'interprétation partant des idées de Negt/Kuge relatives au «public prolétaire». L'étude de l'évolution des mouvements oppositionnels tant au niveau ouvrier individuel qu'au niveau des segments d'organisation ouvrière et des différents segments de leur organisation se base essentiellement sur la constatation que les mouvements de masses ont besoin de centres de communication pour pouvoir former et articuler une volonté commune. Les plus importants de ces centres de communication sont: la grande entreprise industrielle, la publicité de l'accomplissement de la reproduction primaire (queues d'acheteurs, trafic clandestin, zones d'habitation ouvrières), la presse social-démocrate, les organisations social-démocrates (parti, syndicats, groupements oppositionnels).

La troisième partie présente la radicalité de l'évolution de Brunswick sur la base du mouvement de grèves (tableau complet des grèves) et l'étaie à l'aide de quelques données relatives à la structure sociale (structure industrielle et structure de la main-d'œuvre) ainsi que par un bref aperçu de l'histoire locale des partis et syndicats. La prépondérance, unique en Allemagne, de l'USPD est expliquée par le fait que les centres du «contre-public» offraient une interprétation *uniforme et radicale* de la réalité.